

L'édito  
**Frédéric Michel**  
Rédacteur en chef



## Solutions

Quand tout est gris, quand l'eau engloutit les cultures, quand la dermatose nodulaire décime les troupeaux du Sud-Ouest, quand le changement climatique dégrade le bilan des exploitations, quand l'Etat ne tient pas parole sur le Mercosur, difficile de relever la tête. Et d'imaginer pour nos agriculteurs, ceux qu'on trouve en première ligne comme d'autres diraient premiers de cordée, un avenir joyeux. La 62<sup>e</sup> édition du Salon de l'Agriculture s'ouvre dans la morosité, avec ces données qui résonnent dans la profession : depuis 2016, le cheptel bovin français a perdu près de 3 millions de têtes, les surfaces de céréales 1 million d'hectares, le solde agricole est au plus bas depuis l'an 2000 et on a quasiment autant importé de produits alimentaires l'année dernière qu'on en a exporté !

Pourtant, sur le terrain des champs, il y a celles et ceux qui ont choisi de ne pas renoncer. Dans le supplément accroché ce matin à votre journal, vous trouverez ces récits positifs qui sont autant de réponses aux difficultés quotidiennes. C'est Romain, dans le Gers, qui mise sur la désalcooolisation de son vin pour faire face à la baisse de la consommation. Rémy, dans les Pyrénées-Orientales, qui développe l'hydrologie régénérative. Mathieu, dans l'Ain, qui s'appuie sur huit robots de traite pour collecter le lait de ses vaches de race montbéliarde et améliorer ses conditions de travail. Ou encore Thomas, dans le Gard, qui se lance dans la production et la transformation de la grenade, un fruit adapté aux canicules.

En ces temps instables, ils font le choix d'innover, d'investir. D'accepter le changement. De ne pas attendre des solutions qui ne viendront pas.

# Les politiques face au désarroi agricole

**SALON DE L'AGRICULTURE** | La 62<sup>e</sup> édition s'ouvre ce samedi avec la visite d'Emmanuel Macron. Il croisera des agriculteurs remontés, qu'ils soient de la Coordination rurale, de la FNSEA ou de la Confédération paysanne.

**Maxime Gayraud, Thomas Soulié et Olivier Beaumont**

**UNE ÉPIZOOTIE** de dermatose nodulaire contagieuse qui a enflammé le Sud-Ouest cet hiver. Un accord de libre-échange avec le Mercosur signé dans le dos de la France. Le statut de puissance agricole de la France écorné avec une balance commerciale à peine positive en 2025. C'est peu dire que les nuages se sont accumulés en préambule de la 62<sup>e</sup> édition du Salon International de l'Agriculture (SIA) qui débute ce samedi à Paris Expo Porte de Versailles (XV<sup>e</sup> arrondissement) pour neuf jours et, exceptionnellement, sans les vaches.

« C'est évidemment un moment pour célébrer l'agriculture française mais c'est un décor qui cache des choses, appuie Arnaud Rousseau, président de la FNSEA, principal syndicat de la profession. Il y a une crise agricole qui dure depuis maintenant trois ans avec une situation économique dans un certain nombre de territoires et de productions qui est alarmante. »

### « Ce sera vocal sûrement mais pas violent »

Autant dire qu'un climat électrique pourrait accompagner l'inauguration de l'événement ce samedi matin par Emmanuel Macron, dont la visite devrait s'étaler sur toute la journée. « On constate qu'il n'y a pas de tracteurs sur les routes et on ne sent pas de colère revenir sur les ronds-points, se rassure quand même un proche du président. Honnêtement, le contexte aurait pu être pire. » Et le même d'ajouter : « Cette année, ses combats sur le Mercosur et la PAC, notamment, sont reconnus par les agriculteurs. »

Mais tous les sujets sont loin d'être purgés. S'y ajoutent aussi le prix du lait, les inondations, les décrets de la loi Duplomb qui tardent à être

publiés ou encore le projet de loi d'urgence agricole qui pourrait finalement n'être discuté qu'à l'automne. « Dans l'intitulé, il y a le mot urgence mais visiblement nous sommes les seuls à le voir », persifle un responsable agricole.

La ministre de l'Agriculture a donc passé la semaine en mode déminage, appelant tous les syndicats, à tour de rôle, pour prendre la température. Vendredi soir, Annie Genevard devait se rendre sur place pour participer au pot des éleveurs, et elle passera le plus clair de son temps porte de Versailles jusqu'au 1<sup>er</sup> mars. « Ce Salon sera plus tendu cette année que l'année dernière, mais moins qu'il y a deux ans, veut croire une source ministérielle. Ce sera vocal sûrement, mais pas violent. »

Fer de lance de la mobilisation hivernale contre la gestion de la dermatose nodulaire contagieuse, la Coordination rurale, adepte des coups d'éclat, compte bien rester sur le devant de la scène et faire entendre ses revendications. « Nous avons demandé à nos adhérents de venir en masse dès ce week-end, nous précise-t-on. Avec comme seule consigne d'arborer le bonnet jaune pour rendre visible le fait que le gouvernement n'a pas apporté de réponses sérieuses à la crise qui dure depuis 2024. » Dans les allées, ils devraient ainsi être « plusieurs centaines » pour instaurer un rapport de force.

D'ores et déjà, la Coordination rurale a mis la pression en annonçant son intention de boycotter, samedi matin, le petit-déjeuner avec Emmanuel Macron qui précède l'inauguration officielle du Salon de l'Agriculture. Le mouvement « déconseille » au président de s'approcher de son stand. Sinon, prévient-il, « l'accueil risque d'être rude ».

### Sécurité sur mesure

L'exécutif réfute pourtant tout manque de considération de sa part, mettant en avant le fait que Sébastien Lecornu – qui doit se rendre mardi et jeudi au Salon, pour avancer sur son projet de loi d'urgence agricole – a rencontré les agriculteurs il y a trois semaines du côté de Chartres (Eure-et-Loir) et qu'Emmanuel Macron a fait de même près de Vesoul (Haute-Saône) début février. « Le président a reçu les responsables syndicaux à deux reprises juste avant Noël, et aussi la semaine dernière. Quant au Premier ministre, il les a reçus deux fois deux heures, donc ils ne peuvent pas dire qu'ils n'ont pas été traités au plus haut de l'État », insiste-t-on du côté du ministère de l'Agriculture.

« Ils ont tous mon téléphone, ils m'appellent. Tout l'écosystème agricole a mon téléphone, rapporte souvent la ministre en petit comité. Les syndicats sont engagés dans une guerre entre eux qui nous tue et nous détourne des enjeux d'aujourd'hui. »



Afin d'assurer la sécurité des intervenants, des visiteurs et des exposants, l'organisation a mis en place des mesures pour encadrer les visites politiques et institutionnelles – 84 annoncées cette année – souvent sources de débordements. Pas de délégation de

# 84

C'est le nombre de visites politiques et institutionnelles prévues pour ce Salon de l'Agriculture

## SYNDICAT « La Coordination rurale monte en puissance »

Jean-Marie Séronie, membre de l'Académie d'agriculture de France, explique comment l'épizootie de dermatose nodulaire contagieuse a rebattu encore un peu plus

les cartes entre les organisations syndicales agricoles.

La FNSEA est-elle en train de perdre du terrain dans les campagnes ?

**JEAN-MARIE SÉRONIE.** La Coordination rurale (CR) monte en puissance. On l'a vu aux élections pour les chambres d'agriculture en janvier 2025 avec une hausse de leur score de 10 points au détriment de la FNSEA. Avec une régionalisation très forte : la CR progresse fortement dans le grand Sud-Ouest.



## FATIGUE | « Je ne me vois pas continuer vingt ans comme ça »

Stéphane, éleveur et céréalier dans l'Aisne

Frédéric Mouchon  
Envoyé spécial  
à Latilly (Aisne)

TU PEUX ENLEVER CE BONNET JAUNE, TU NE VAS PAS AU SALON DE L'AGRICULTURE CETTE ANNÉE, JE TE DIS.



**COMME TOUS** les matins, Stéphane Lorget s'est levé à l'aube. Réveil à 6 h 30. À peine le temps d'engloutir un café et d'enfiler les bottes que l'éleveur rejoint nuitamment son étable pour la rituelle séance de soins aux vaches. Viendra ensuite la séquence bricolage au milieu des 80 ha de pâtures de la ferme de Ressons (Aisne) où il y a toujours un fil barbelé à rafistoler par-ci, un poteau à replanter par-là. « En période de moissons, je peux travailler de 7 heures à 3 heures du matin », annonce l'éleveur, qui cultive aussi 220 ha de terres quand il ne bichonne pas ses 95 charolaises.

Pas vraiment le temps de s'apitoyer sur son sort tant son métier d'agriculteur l'accapare sept jours sur sept. Pourtant, Stéphane et sa femme, Aurore, en ont gros sur le cœur. Trop de charges financières, trop de contraintes administratives, pas assez de revenus et au bout du compte... une vie de galériens. « C'est Aurore qui contribue à faire bouillir la marmite grâce à son métier de comptable, car je n'arrive à me dégager que 1 200 € de salaire avec la ferme, confie le quadragénaire. Et encore, ma femme consacre 40 % de son temps à la gestion administrative de l'exploitation. »

Ce jeudi matin, sur la table du salon, Aurore s'arrache justement les cheveux à détailler la montagne de contrats d'assurance que le couple a dû souscrire. « Si on met bout à bout la protection du matériel, des bâtiments, des panneaux photovoltaïques, on débourse 2 600 € tous les mois, sans compter l'assurance récolte », énumère la comptable, qui voit s'empiler les factures plus

vite que les bottes de foin dans la grange. Le producteur de vaches allaitantes aurait dû profiter du prix de la viande « qui a doublé depuis deux ans », mais à l'écouter, seuls les intermédiaires « se sont engraisés ». Dans son viseur : les abattoirs, les groupes agroalimentaires et, en bout de chaîne, la grande distribution. « Face à tous ces intermédiaires, nous, les éleveurs, sommes toujours les dinons de la farce », fulmine l'agriculteur.

### « Tous les mois, on est à découvert »

À ses côtés, sa femme s'est de nouveau replongée dans les comptes. S'il n'y avait que la ferme à gérer. Mais il y a aussi les traites de la maison, celles de la voiture, le « panier de courses » au supermarché « qui est passé de 50 à 100 € ». « Tous les mois, on est à découvert », soupire Aurore. « Être éleveur, c'est ma passion, mais aujourd'hui je suis malheureux et je ne me vois pas continuer vingt ans comme ça », admet Stéphane, dont les deux enfants n'ont manifesté aucune intention de reprendre la ferme familiale.

« Si encore ils avaient une vision positive de ce métier... mais ils voient combien on galère, glisse Aurore alors que son fils cadet, Nathan engloutit son bol de céréales. Travailler toute sa vie pour finir comme ça, forcément ça ne donne pas envie. »

Le décès la semaine dernière – d'une crise cardiaque – d'un de leurs voisins, âgé de 57 ans et lui aussi éleveur, a profondément marqué le couple Lorget qui n'a vraiment pas le cœur de se rendre comme l'an dernier au Salon de l'Agriculture. C'est que Stéphane a le sentiment d'être « pris pour un con par le gouvernement » et préfère

boycotter ce rendez-vous annuel des agriculteurs où l'on croise rituellement l'ensemble de la classe politique. « Ils attendent juste qu'on retourne dans nos champs pour ne plus nous entendre gueuler », grince le paysan.

« Je ne demande pas à être riche, juste à gagner ma vie », résume Stéphane d'une voix blanche. « Le problème est qu'on ne fait que payer, payer, payer », s'empare Aurore qui mesure combien le métier d'agriculteur est aujourd'hui devenu complexe. « Il faut à la fois être comptable, vétérinaire, conducteur de tracteur, détecteur de maladies dans les champs », énumère son mari, avant de pointer en vrac la pression des contrôles sanitaires, l'obligation de respecter des normes françaises « qui ne sont pas toujours les mêmes que celles de nos voisins » et les nuits sans sommeil quand des maladies bovines comme la dermatose planent telle une menace au-dessus des cheptels.

Troisième génération de Lorget à piloter la ferme de Ressons, Stéphane voit plutôt son avenir en gris. « Soit on parvient à trouver de nouveaux revenus, soit il faudra peut-être envisager un jour la cession de la ferme, confie le paysan. Ce serait notre dernier recours. »



Les politiques attendent juste qu'on retourne dans nos champs pour ne plus nous entendre gueuler

Stéphane, éleveur et céréalier

plus de 25 personnes. Pas de visite avant 8 heures, toute venue avant l'ouverture officielle du Salon de l'agriculture à 9 heures étant conditionnée à l'invitation d'un exposant.

Et pas de tractage dans l'enceinte du parc des Expositions, même si la campagne

municipale bat son plein. « On est le Salon de tous les débats, rappelle Arnaud Lemoine, directeur du Ceneca (Centre national des expositions et concours agricoles) et organisateur de l'événement. Mais ce n'est pas du tout le meilleur endroit pour manifester. »

Latilly (Aisne), jeudi. Stéphane Lorget n'arrive pas à vivre correctement de son métier, malgré les nombreuses heures passées dans son exploitation.

**La colère agricole de cet hiver, qui avait pour déclencheur l'épizootie de DNC, a-t-elle encore réduit l'écart ?**  
C'est possible. Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, a pris une position courageuse en soutenant le protocole sanitaire édicté par les autorités et prévoyant l'abattage total du

troupeau dès qu'un cas de DNC était détecté. Mais localement, en Occitanie, sous la pression des éleveurs, certains dirigeants départementaux de la FNSEA se sont plutôt alignés sur les positions de la CR.

**La CR peut-elle devenir le principal syndicat agricole ?**

Au sein de la CR, c'est aussi compliqué. On l'a vu au congrès de l'automne au cours duquel deux lignes se sont affrontées. La première est celle de la présidente sortante Véronique Le Floc'h qui estime que la CR doit être un interlocuteur du gouvernement au même titre que la FNSEA. La deuxième consiste à dire

que le syndicat doit être dans la contestation et non dans la négociation, dans les champs et les rues et pas dans les ministères. Et c'est cette ligne, avec le nouveau président Bertrand Venteau, qui l'a emporté : c'est le refus d'une cogestion élargie aux côtés de la FNSEA.

Propos recueillis par M.G.

L'ARNAUD DURANTER